



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,  
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS  
TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10 – [marches-api@senat.fr](mailto:marches-api@senat.fr)

**PALAIS DU LUXEMBOURG  
ET DEPENDANCES**

**EXPLOITATION, MAINTENANCE  
PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES  
INSTALLATIONS TECHNIQUES DE  
COURANT FORT, COURANTS FAIBLES,  
CHAUFFAGE, VENTILATION,  
CLIMATISATION, DÉSENFUMAGE ET  
PLOMBERIE**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

-  
**Accord-cadre**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES (CCAP)**

**NOVEMBRE 2025**

## SOMMAIRE

Page

<b>ARTICLE 1. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Type de marché – Maximum contractuel .....	4
1.3 Pouvoir adjudicateur – Organisation du Sénat.....	4
1.4 Durée du marché .....	4
<b>ARTICLE 2. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
2.1 Ordre de priorité.....	5
2.2 Pièces à remettre au titulaire .....	6
<b>ARTICLE 3. - ÉMISSION DE BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. - PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>7</b>
4.1 Forme et contenu du prix .....	7
4.2 Prix des pièces de rechange .....	7
4.3 Variation des prix.....	7
4.4 Avance .....	8
4.5 Règlement des comptes.....	8
4.6 Délais de paiement.....	9
4.7 Comptable assignataire chargé du paiement.....	9
<b>ARTICLE 5. - DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6. - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE TITULAIRE .....</b>	<b>9</b>
6.1 Obligations générales de l'entreprise titulaire .....	9
6.2 Qualification de l'entreprise titulaire .....	10
6.3 Stabilité de l'équipe .....	10
6.4 Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles.....	10
<b>ARTICLE 7. - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
7.1 Installations et ouvrages pris en charge .....	11
7.2 Organisation et compétences des techniciens sur site.....	11
7.3 Maintenance préventive .....	11
7.4 Maintenance corrective .....	12
7.5 Exploitation.....	12
7.6 Astreinte.....	12
7.7 Étendue des autres prestations d'exploitation et maintenance.....	13
7.8 Réalisation de menus travaux .....	13
<b>ARTICLE 8. - ORGANISATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>13</b>
8.1 Horaires.....	13
8.2 Réunions .....	13
8.3 Intervention d'un organisme de contrôle .....	13
8.4 Utilisation de la langue française.....	13
8.5 Permis de feu – Extincteurs .....	13

8.6	Hygiène et sécurité.....	14
8.7	Amiante et plomb.....	15
8.8	Accès au site .....	15
8.8.1	Circulation et autorisations d'accès.....	15
8.8.2	Livraisons de matériel .....	15
8.9	Respect du public du Palais du Luxembourg et de ses dépendances.....	16
<b>ARTICLE 9. - PIÈCES DÉTACHÉES ET FOURNITURES.....</b>		<b>17</b>
9.1	Stock de pièces détachées .....	17
9.1.1	Stock du Sénat.....	17
9.1.2	Stockage et utilisation de produits dangereux.....	17
9.1.3	Pièces de rechange complémentaires.....	17
9.2	Réparation ou remplacement des pièces ou matériel de rechange.....	18
<b>ARTICLE 10. - MODIFICATION DES INSTALLATIONS .....</b>		<b>18</b>
10.1	Modification des installations .....	18
10.2	Clause de réexamen .....	19
<b>ARTICLE 11. - SOUS-TRAITANCE.....</b>		<b>19</b>
11.1	Généralités .....	19
11.2	Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché.....	20
11.3	Modalités de paiement direct .....	20
<b>ARTICLE 12. - ASSURANCE ET SINISTRES.....</b>		<b>21</b>
12.1	Assurance .....	21
12.2	Sinistres.....	21
<b>ARTICLE 13. - PÉNALITÉS.....</b>		<b>21</b>
13.1	Stipulations générales relatives aux pénalités.....	21
13.2	Provisions pour pénalités et pénalités pour retard .....	22
13.2.1	Provisions pour pénalités pour retard dans le planning de maintenance .....	22
13.2.2	Provisions pour pénalités pour retard dans le délai de dépannage susceptible d'entraîner l'indisponibilité des équipements .....	22
13.2.3	Provisions pour pénalités de retard dans la réalisation des menus travaux.....	22
13.3	Pénalités particulières .....	22
<b>ARTICLE 14. - RÉSILIATION.....</b>		<b>24</b>
<b>ARTICLE 15. - CONVENTION SUR LA PREUVE.....</b>		<b>24</b>
<b>ARTICLE 16. - CONTENTIEUX.....</b>		<b>24</b>
<b>ARTICLE 17. - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>		<b>24</b>
<b>ARTICLE 18. - ANNEXE .....</b>		<b>26</b>
<i>ANNEXE 1 – NOMENCLATURE ET CLASSIFICATION DES BÂTIMENTS DU SENAT.....</i>		<i>26</i>

## **ARTICLE 1. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché est un marché de services ayant pour objet l'exploitation, la maintenance préventive et corrective, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, des installations de courant fort, courants faibles, chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie du Sénat, situées au Palais du Luxembourg, dans ses dépendances, dans le Jardin du Luxembourg (Paris VI<sup>e</sup>) et à Longpont-sur-Orge avec à titre accessoire l'exécution de menus travaux.

Une description complète des prestations attendues figure au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Un plan d'identification des bâtiments figure en annexe du CCTP.

### **1.2 Type de marché – Maximum contractuel**

Le présent marché comprend :

- d'une part, des prestations « de base » de maintenance préventive et corrective, s'exécutant sur simple ordre de service et rémunérées par application d'une redevance forfaitaire annuelle ;
- d'autre part, des prestations s'exécutant sur bons de commande et rémunérées à prix unitaires sur la base d'un bordereau (voir l'article 4 « Prix et variation dans les prix - Règlement des comptes » du présent CCAP) pour les prestations complémentaires liées à la maintenance, d'une part, pour les menus travaux, d'autre part.

En tant qu'il comporte des prestations s'exécutant sur bons de commande, le présent marché est régi par les dispositions légales et réglementaires applicables aux accords-cadres à bons de commande.

Conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le montant total des prestations ne pourra excéder 6 000 000 € HT pendant toute la durée du marché, reconductions éventuelles comprises. Si ce plafond venait à être atteint, le marché serait résilié de plein droit, sans indemnité pour le titulaire.

### **1.3 Pouvoir adjudicateur – Organisation du Sénat**

Le pouvoir adjudicateur est l'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure.

Le pilotage du marché est assuré par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

### **1.4 Durée du marché**

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, le présent marché débute, sous réserve de sa notification, à la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. À titre indicatif, le démarrage des prestations est prévu le 1<sup>er</sup> avril 2026.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois, pour une durée totale maximale de quatre ans. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

CCAP

Le Sénat peut décider de ne pas reconduire le marché à condition de notifier sa décision au titulaire au moins trois mois avant la date de fin de la période concernée.

Dans le cas où le marché s'achèverait sans qu'un nouvel entrepreneur ait été désigné ou sans que l'exécution du nouveau marché puisse, pour des raisons techniques, débiter à la date anniversaire, le titulaire sera tenu de continuer son marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Au terme du marché et dans l'hypothèse d'un changement de titulaire, si cela lui est demandé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'entrepreneur s'engage à maintenir sur place, pour une durée supplémentaire d'un mois, du lundi au vendredi, le technicien principal affecté à l'exécution du marché, afin de former les personnels de la nouvelle entreprise titulaire et de permettre à celle-ci de prendre possession des installations. Cette prestation sera rémunérée au prix indiqué dans le bordereau de prix unitaires complémentaires pour des prestations liées à l'exploitation et à la maintenance (BPU).

## **ARTICLE 2. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **2.1 Ordre de priorité**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes ;
- 2) les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont les quantités sont en revanche estimatives, et les bordereaux de prix unitaires (BPU) relatifs aux prestations complémentaires liées à l'exploitation et à la maintenance, d'une part, aux menus travaux, d'autre part ;
- 3) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 4) le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal Officiel* du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- 5) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 6) la charte graphique du Sénat ;
- 7) la charte graphique des réseaux ;
- 8) les principes des installations de courant fort ;
- 9) les principes à mettre en œuvre lors des travaux de courants faibles au Sénat ;
- 10) les spécifications techniques générales relatives aux travaux de chauffage, climatisation, ventilation, désenfumage et plomberie sanitaire ;

CCAP

11) l'offre technique du titulaire ;

12) les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché.

Par ailleurs, s'appliquent l'ensemble des lois, textes administratifs (décrets, arrêtés, circulaires, *etc.*) et normes auxquels, par leur nature, les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises, et notamment :

- le code du travail, et notamment les livres II « Dispositions applicables aux lieux de travail » et III « Équipements de travail et moyens de protection » de sa quatrième partie « Santé et sécurité au travail » ;
- les différentes normes indiquées dans le CCTP.

## **2.2 Pièces à remettre au titulaire**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification du marché comprendra l'ordre de service et une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre, notamment celles liées à la situation sanitaire et à la réalisation de travaux en milieu occupé.

Tout ouvrage figurant aux documents graphiques et non décrit dans les pièces écrites est formellement dû, et *vice versa*.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litige.

## **ARTICLE 3. - ÉMISSION DE BONS DE COMMANDE**

Les prestations décrites dans les bordereaux de prix unitaires complémentaires feront l'objet de l'émission d'un bon de commande adressé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au titulaire du présent marché, au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Le titulaire du présent marché devra envoyer par courriel une proposition de devis sur la base de ses bordereaux de prix unitaires complémentaires dans un délai de deux semaines ou, en cas d'urgence signalée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, d'une semaine suivant l'envoi de la demande de devis.

En cas de retard dans la transmission du devis, il sera fait application de la pénalité prévue au présent CCAP.

## ARTICLE 4. - PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

### 4.1 Forme et contenu du prix

Les prestations à réaliser au titre du présent marché sont rémunérées à prix mixtes :

- par application d'une redevance forfaitaire, telle qu'indiquée à l'acte d'engagement, pour ce qui concerne les prestations d'exploitation et de maintenance préventive et corrective « de base ». Ce prix comprend notamment le service d'astreinte dédiée et les interventions pour dépannage, ainsi que les frais correspondant à l'obligation faite à l'entrepreneur de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance, ainsi que les prestations annexes telles que la gestion du stock de pièces, *etc.* ;
- par application des prix unitaires prévus, respectivement, au bordereau de prix unitaires pour les prestations complémentaires liées à l'exploitation et à la maintenance (qui comprennent notamment les permanences en dehors des plages horaires normales) et au bordereau de prix unitaires pour les menus travaux.

Les prix sont libellés en euros.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et charges mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. S'agissant des prestations de menus travaux, les prix sont également réputés tenir compte des frais liés à la sécurisation du chantier, à la protection des ouvrages existants et avoisinants, à l'évacuation et à l'élimination des déchets ainsi qu'au nettoyage de fin de chantier.

### 4.2 Prix des pièces de rechange

Les pièces de rechange fournies en remplacement de celles prélevées sur le stock de maintenance seront réglées sur justificatif du déboursé majoré d'un coefficient prévu au bordereau de prix unitaires relatif aux prestations complémentaires liées à l'exploitation et à la maintenance.

Les pièces de rechange et/ou les équipements détériorés ou manquants dans le stock en fin d'exécution du marché seront estimés sur la base dudit bordereau de prix unitaires. La valeur correspondante fera l'objet d'une réfaction sur le solde du marché.

### 4.3 Variation des prix

Le montant de la redevance annuelle ainsi que les prix unitaires complémentaires sont fermes pendant la première année d'exécution du marché, puis révisés à chaque reconduction par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{ICHT - IME_n}{ICHT - IME_0}$$

dans laquelle :

$P_0$  = prix initiaux figurant à l'acte d'engagement ou aux bordereaux de prix unitaires ;

P = prix révisés ;

CCAP

$ICHT-IME_n$  = dernière valeur connue, même provisoire, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – industries mécaniques et électriques (base 100 en décembre 2008, identifiant INSEE 001565183) au premier jour du mois précédant la révision ;

$ICHT-IME_0$  = valeur du même indice au mois de la date limite de remise des offres indiquée au règlement de la consultation.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de forfait révisé et de bordereaux de prix unitaires révisés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date anniversaire du marché.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

Les seuils fixés à l'article 5.1.2 du CCTP sont révisables dans les mêmes conditions que les prix du marché.

#### **4.4 Avance**

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies, tant en ce qui concerne les prestations rémunérées par application d'une redevance forfaitaire annuelle qu'en ce qui concerne les prestations rémunérées à prix unitaires et prescrites par chaque bon de commande.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

#### **4.5 Règlement des comptes**

Le règlement des comptes s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

La redevance annuelle sera payable par fractions mensuelles, à terme échu. L'entrepreneur devra saisir ses demandes de paiement sur la plateforme électronique EDIFLEX, au plus tard le 5 de chaque mois pour le mois précédent, sur la plateforme de facturation qui lui sera indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins sur l'ordre de service correspondant. À titre indicatif, la plateforme de facturation habituellement utilisée par le Sénat pour la gestion de ses marchés de maintenance est la plateforme EDIFLEX.

Les demandes de paiement mensuelles porteront également sur les prestations exécutées ayant fait l'objet de bons de commande, dont l'exécution s'est achevée au cours du mois précédent. Elles seront assorties de tous justificatifs nécessaires (attachements écrits et figurés, factures de fournisseurs, etc.). Les bons de commande et devis correspondants y seront joints.

Lorsque l'un des bordereaux de prix unitaires prévoit qu'une prestation est rémunérée sur présentation d'une facture de fournisseur, il faut entendre par « fournisseur » le fabricant du matériel concerné ou toute entreprise dont l'objet social comporte la vente de matériel de cette nature.



CCAP

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins pourra, à titre exceptionnel, accepter à titre de justificatif la facture émanant d'une autre entreprise (par exemple une entreprise de travaux, sous-traitante du titulaire pour la pose du matériel) ; toutefois, dans ce cas, le coefficient de majoration prévu au bordereau de prix unitaires ne s'appliquera pas.

Le cas échéant, le titulaire joindra à ses demandes de paiement celles de ses sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Le Sénat rejettera toute demande de paiement transmise en dehors de la plateforme électronique susmentionnée, après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

Tous les paiements effectués par le Sénat pendant la durée d'exécution du présent marché, reconductions éventuelles comprises, auront le caractère d'acomptes, à l'exception du paiement du solde.

#### **4.6 Délais de paiement**

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

#### **4.7 Comptable assignataire chargé du paiement**

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution des travaux du présent marché est le Trésorier du Sénat, 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

### **ARTICLE 5. - DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ**

Le titulaire a l'exclusivité des prestations rémunérées par redevance forfaitaire.

Il ne jouit, en revanche, d'aucune exclusivité sur les prestations prévues par les bordereaux de prix unitaires, qui pourront être confiées à d'autres entreprises.

### **ARTICLE 6. - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE TITULAIRE**

#### **6.1 Obligations générales de l'entreprise titulaire**

L'entrepreneur prendra à sa charge tous les travaux annexes nécessaires aux opérations de maintenance tels que :

- remise en état des locaux après intervention pour les désordres de son fait ;
- ouverture et remise en place, avec réglage, de faux-planchers ou faux-plafonds prévus pour un démontage fonctionnel ;
- protection des installations des autres corps d'état lors des interventions ;
- manutention ;
- moyens d'accessibilité sur les équipements, *etc.*

L'entrepreneur est responsable de toutes les installations sur lesquelles il intervient, même d'une façon partielle. Toutes les installations, après intervention, devront être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

## **6.2 Qualification de l'entreprise titulaire**

L'entrepreneur titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de ses capacités. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre sa qualification ou sa compétence, le marché pourrait être résilié sans indemnité par le pouvoir adjudicateur.

## **6.3 Stabilité de l'équipe**

Les moyens humains dévolus à l'exécution du présent marché, en particulier la composition minimale de l'équipe de site, sont définis au cahier des clauses techniques particulières.

Le responsable de contrat unique et le chef de site ont pouvoir pour engager l'entreprise par leurs décisions.

Le titulaire veillera à assurer une grande stabilité du personnel affecté à l'exécution du marché.

Il procédera au remplacement immédiat du personnel d'intervention en cas de défaillance ou d'incident dûment constaté par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, notifié à l'entreprise par lettre recommandée avec avis de réception.

Le recours au personnel intérimaire ne pourra être admis que si et dans la mesure où il est compatible avec une parfaite exécution des prestations.

## **6.4 Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles**

Par dérogation à l'article 5.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés, pendant l'exécution du marché, par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation de discrétion et de confidentialité professionnelles continue de s'appliquer postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

CCAP

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, etc.) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

## **ARTICLE 7. - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Le prestataire réalise la maintenance et les travaux qui lui sont confiés conformément aux conditions de son marché et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, ainsi qu'à la réglementation en vigueur.

Le présent marché impose au titulaire une obligation de résultat.

Les modalités d'exécution des prestations d'exploitation et de maintenance sont définies par le CCTP.

### **7.1 Installations et ouvrages pris en charge**

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance du contenu du dossier de consultation et de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance, comme des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments du Sénat.

L'entrepreneur s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

### **7.2 Organisation et compétences des techniciens sur site**

L'organisation (contraintes liées au fonctionnement du Sénat) et les compétences des personnels de l'équipe sur site sont définies au CCTP.

Dès que le titulaire du présent marché sera désigné, il devra nommer un responsable technique et administratif de site qui devra être présent au Sénat à la date fixée par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins pour prendre connaissance des installations.

Le titulaire du marché assurera, pendant toute la durée du marché, la formation de ses personnels, tant permanents qu'occasionnels, à l'utilisation et au dépannage des équipements installés au Sénat et relevant de son marché.

Seuls les techniciens d'astreinte ayant une connaissance préalable du site pourront intervenir. L'entrepreneur s'engage donc à former au site une équipe dédiée.

### **7.3 Maintenance préventive**

La maintenance préventive a pour but de supprimer les risques de pannes et de maintenir, dans le temps, les performances des matériels ou équipements au niveau des performances initiales, en réduisant la probabilité de défaillance du matériel.

## CCAP

La maintenance préventive des installations, décrite dans le CCTP, fera l'objet de rapports de visite rendant compte des contrôles et opérations effectués, des défauts constatés et des remèdes apportés.

Les visites de maintenance préventive comporteront les prestations suivantes :

- inspection visuelle ;
- essais de fonctionnement ;
- remplacement des pièces défectueuses ou dont l'usure met en péril le fonctionnement de l'équipement ;
- remplacement des pièces dont la durée de vie est à terme.

### **7.4 Maintenance corrective**

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement immédiate des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance constatée par le Sénat ou par le titulaire du contrat.

La maintenance corrective des installations est décrite dans le CCTP.

Dans le cadre des astreintes, les modalités de recours aux demandes de dépannage sont les suivantes.

Par dérogation aux articles 3.1 et 3.2 du CCAG-FCS, en cas de défaillance d'un équipement, les délais d'intervention, de dépannage et de remise en état définitive mentionnés à l'article 7.3 du CCTP courent à compter de l'heure où la défaillance a été signalée au titulaire *via* l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) ou, par exception, par simple appel téléphonique, confirmé ou non par courriel.

Le Sénat, représenté par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou par la Direction de l'Accueil et de la Sécurité, décident discrétionnairement de faire intervenir ou non l'astreinte.

Les pannes ne nécessitant pas l'intervention de l'astreinte seront traitées par l'équipe permanente sur site à sa reprise de service. Dans ce cas, il sera mentionné « 07:00 heures » (prise de poste des équipes de site) comme heure de début de la panne sur la fiche de dépannage.

Dans tous les cas, le technicien devra se présenter à la personne habilitée du Sénat en début et en fin d'intervention et obtenir les autorisations permettant l'intervention sur les équipements techniques.

En cas de défaillance, il sera fait application des pénalités prévues par le présent CCAP.

### **7.5 Exploitation**

L'exploitation des installations est réalisée suivant les prescriptions du CCTP.

### **7.6 Astreinte**

L'entrepreneur devra assurer un service d'astreinte dédiée auquel il sera fait appel dans les conditions définies par le CCTP.

## **7.7 Étendue des autres prestations d'exploitation et maintenance**

L'étendue des prestations est définie par le CCTP.

## **7.8 Réalisation de menus travaux**

Il pourra être demandé à l'entrepreneur la réalisation de menus travaux, généralement réalisés dans le cadre d'opérations d'entretien de locaux et dont la nature est définie au bordereau de prix unitaires correspondant.

Ces prestations donneront lieu, au préalable, à l'établissement d'un bon de commande.

Elles ne sont pas dues au titulaire.

# **ARTICLE 8. - ORGANISATION DES PRESTATIONS**

## **8.1 Horaires**

Les horaires d'exécution des prestations comprises dans le marché sont définis dans le CCTP.

## **8.2 Réunions**

Le titulaire est tenu de participer à toutes les réunions concernant les installations dont il assure la maintenance et l'exploitation, telles qu'elles sont prévues dans le CCTP.

## **8.3 Intervention d'un organisme de contrôle**

Le Sénat se réserve le droit de contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations, éventuellement avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

## **8.4 Utilisation de la langue française**

La langue utilisée pour l'exécution des prestations est exclusivement le français.

L'entrepreneur titulaire doit donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue et de sa capacité à bien transmettre et faire respecter à tout moment auprès de ses collaborateurs, sous-traitants et prestataires les consignes et demandes de la maîtrise d'œuvre, de la maîtrise d'ouvrage et de leurs représentants.

De même, toutes les pièces écrites doivent être rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

## **8.5 Permis de feu – Extincteurs**

Des « permis de feu » doivent être délivrés, en amont des interventions, à l'entreprise dont les interventions comportent des « points chauds » (travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes) ou produisent des émanations de poussières susceptibles d'activer les têtes de détection incendie.

Le « permis de feu » est établi par l'entreprise demandeuse et transmis à la direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, avec un délai de prévenance minimal de 7 jours calendaires, pouvant être ramené à 2 jours calendaires en cas d'urgence dûment justifiée. Chaque local fait l'objet d'un permis spécifique.

L'entreprise doit respecter les lieux, dates et horaires mentionnés dans le permis, sous peine de subir la pénalité prévue au marché en cas de manquement à la sécurité.

Elle doit prendre contact, au début et à la fin des travaux, avec le PC Sécurité (01 42 34 21 08 ou 01 42 34 32 07), disposer d'un extincteur plombé à proximité de sa zone d'intervention et afficher le « permis de feu » sur la zone de chantier.

En cas de travaux par « points chauds », l'entreprise est tenue de mettre fin à ses interventions au minimum deux heures avant le départ des compagnons. Une présence humaine de l'entreprise à proximité du « point chaud » doit être maintenue sur le site à tout moment, y compris à l'heure du déjeuner, pour surveiller le chantier et éviter un départ de feu en l'absence des ouvriers.

En fin de journée, un des compagnons doit attendre la ronde de « fin de chantier » du service de sécurité ; il ne peut partir que sur autorisation dudit service, celui-ci ayant préalablement constaté qu'il n'y a plus de points chauds et donc pas de risque de départ de feu.

Les travaux par « points chauds » sont interdits dans les périodes de fermeture du Palais (dimanches, jours fériés, samedis du mois d'août, tous les jours avant 7 h 30...). Lorsqu'une dérogation à ce principe est nécessaire, elle doit être sollicitée au minimum une semaine à l'avance.

## **8.6 Hygiène et sécurité**

En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le prestataire, ou son représentant, est tenu, pour ce qui le concerne, de prendre toutes dispositions afin d'assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs ainsi que la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police.

En matière d'hygiène, le Sénat met des locaux à la disposition du prestataire (vestiaires, sanitaires, réfectoire).

En matière de sécurité des travailleurs et de sécurité publique, le prestataire est notamment tenu de disposer des matériels de protection adéquats dans sa zone d'intervention. Il procède également aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise ou charge de ces vérifications, sous sa responsabilité et à ses frais, une personne ou un organisme agréé. L'éventuelle mise à disposition du prestataire et de ses personnels de machines et/ou de matériel par le Sénat ne dispense en aucune façon le titulaire des obligations ainsi définies.

Chaque année, un plan de prévention sera établi.

L'entrepreneur assure le nettoyage des matériels et locaux mis à sa disposition ou dont il assure l'exploitation, qui doivent être maintenus propres et rangés, sous peine de pénalité.

## 8.7 Amiante et plomb

À l'occasion du lancement du marché, le Sénat communique au prestataire un document électronique comportant un état relatif à la présence d'amiante et de plomb dans les bâtiments du Sénat.

L'éventuelle actualisation de ce document est communiquée au prestataire dans l'hypothèse où celle-ci concernerait les zones sur lesquelles il est susceptible d'intervenir.

## 8.8 Accès au site

### 8.8.1 Circulation et autorisations d'accès

Seuls doivent être utilisés par les personnels de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels les parcours, accès et locaux qui leur auront été désignés. Il leur est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans d'autres locaux et circulations.

Les personnels d'exécution de chaque entreprise, ainsi que de leurs sous-traitants, devront formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, selon les formes et procédures retenues par le Sénat. Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer. Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG- FCS, cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel et devra être porté en permanence de façon visible.

S'agissant des personnels d'entreprises sous-traitantes, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de ces titres d'accès.

À l'expiration de leur période de validité, les titres d'accès doivent impérativement être restitués au Sénat, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge à un représentant de l'administration. Il en va de même des titres d'accès délivrés à des personnes qui cessent de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous traitants.

### 8.8.2 Livraisons de matériel

La circulation et le stationnement des véhicules ne sont possibles qu'aux fins de livraisons. Les livraisons ont lieu du lundi au vendredi de 7 h 45 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00, sauf accord exprès préalable du Sénat. Elles devront être organisées en tenant compte des contraintes liées à l'activité institutionnelle du Sénat.

## CCAP

Pour des raisons de sécurité, les demandes de stationnement et de circulation doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au moins trois jours ouvrés à l'avance. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom et la qualité des passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Ces demandes ne seront admises que sur validation expresse du Sénat.

Les impératifs du Sénat peuvent conduire à reporter ou annuler une livraison au dernier moment. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle livraison.

Les équipements sont livrés en respectant l'itinéraire indiqué par le maître d'ouvrage jusqu'au site du chantier. Chaque titulaire fait son affaire de la livraison, de la manutention, du déballage, du montage et de l'installation des équipements. En aucun cas le titulaire ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour ces opérations. Il assure en outre la reprise des emballages et le nettoyage éventuel du site.

Le titulaire se référera au plan des circulations et des surcharges admissibles au-dessus des constructions souterraines annexé au présent CCAP.

### **8.9 Respect du public du Palais du Luxembourg et de ses dépendances**

Les prestations faisant l'objet du présent marché se déroulent dans les locaux d'une assemblée parlementaire, dont le fonctionnement normal, la fréquentation et la quiétude ne doivent pas être perturbés.

À cet effet :

- chaque intervention ayant comme conséquence la mise hors service d'équipements devra être organisée de la façon suivante :
  - fourniture à la DAPJ par l'entreprise de la liste des équipements mis hors service pendant l'intervention deux semaines avant l'intervention ;
  - fourniture à la DAPJ par l'entreprise de l'heure et de la durée de l'intervention deux semaines avant l'intervention ;
  - définition par l'entreprise des mesures prévues pour la remise en service des équipements en cas de problèmes lors de l'intervention ;
  - autorisation par la DAPJ de réaliser l'intervention ;
  - information de la DAPJ par l'entreprise de la fin de l'intervention.
- les prestations seront exécutées de façon à minimiser la gêne pour les usagers des locaux (bruits, poussières, odeurs, *etc.*) ;
- toutes les précautions seront prises pour éviter la dégradation accidentelle des secteurs concernés ou non concernés par les prestations.



## **ARTICLE 9. - PIÈCES DÉTACHÉES ET FOURNITURES**

### **9.1 Stock de pièces détachées**

#### *9.1.1 Stock du Sénat*

Un stock de pièces détachées est mis à la disposition du titulaire pour l'exécution des prestations objet du présent marché. Il comprend des pièces de première nécessité. Ce stock a été établi en fonction des impératifs de bon fonctionnement ainsi que des délais de fourniture et d'installation.

Ce stock est la propriété du Sénat. Il est entreposé dans un local mis à la disposition du titulaire. Les pièces et matériels y sont stockés dans leur emballage, à l'abri de l'humidité et de la poussière.

À l'issue de l'inventaire contradictoire établi au début de l'exécution du marché tel qu'il est prévu à l'article 4.3 du CCTP, le titulaire deviendra responsable de l'intégrité du stock et assurera :

- sa gestion (inventaire, approvisionnement, selon les conditions prévues de rémunération des pièces détachées) ;
- le maintien des pièces en état.

Il est précisé que toutes les pièces entrant sur le site doivent faire l'objet d'un mouvement de stock (ajout, suppression ou remplacement de matériel) avant utilisation, y compris celles installées immédiatement ou mises en place dans le cadre du marché.

L'état du stock sera géré par la GMAO, tenu à jour par l'entreprise. Une semaine au plus tard après un mouvement de stock, l'entreprise fera parvenir à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins un nouvel état du stock.

Le titulaire du marché s'engage à restituer au Sénat, à l'issue du contrat – sans préjudice de l'obligation de remplacement dans les 30 jours définie au premier alinéa de l'article 9.2 ci-après – un stock de pièces équivalent à celui qui figure dans l'inventaire du stock contradictoire, modifié par d'éventuels ajouts ou suppressions demandés par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. À défaut, le remplacement des pièces de rechange et les équipements manquants ou détériorés seront mis à sa charge dans les conditions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP.

#### *9.1.2 Stockage et utilisation de produits dangereux*

Le titulaire ne peut en aucun cas stocker, dans l'enceinte du site, des produits dangereux autres que ceux strictement nécessaires à sa consommation journalière, dont la liste sera approuvée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Les produits corrosifs ou hautement inflammables ne peuvent être stockés sur le site du Sénat.

#### *9.1.3 Pièces de rechange complémentaires*

Les installations étant nombreuses et très diverses, le stock du Sénat ne représente qu'une partie des composants installés. Aussi, afin de garantir les délais de dépannage de jour comme de nuit, le titulaire disposera dans ses locaux d'un complément de pièces de rechange nécessaires. En aucun cas l'entreprise ne pourra invoquer un manque de stock pour justifier un quelconque retard de dépannage.

Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur. Tout changement de caractéristiques doit être signalé par écrit (courriel ou courrier) à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dans un délai de 24 heures. Dans tous les cas, les pièces devront être des pièces dites « équivalentes » aux pièces d'origine (neuves et dans leur emballage), et le titulaire devra respecter les règles d'associativité entre matériels.

## **9.2 Réparation ou remplacement des pièces ou matériel de rechange**

Lors de ses interventions, l'entrepreneur, en accord avec la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, pourra procéder à des échanges standards de matériel, par prélèvement dans le stock de pièces détachées. Tout prélèvement sera remplacé dans un délai maximal de 30 jours calendaires et fera l'objet d'une mention sur le rapport d'intervention et l'état du stock. Les pièces de remplacement seront conformes aux pièces d'origine.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par les composants homologués compatibles.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à la continuité du service sont celles préconisées ou agréées par le constructeur.

Après une opération de dépannage, les pièces et matériels défectueux seront repris, si besoin, par l'entrepreneur qui, après les avoir testés, fera connaître son diagnostic à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins par un rapport détaillé, remis quinze jours calendaires au plus tard après l'intervention.

Après avis de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'entrepreneur procédera soit à la réparation, soit au remplacement des pièces ou matériels défectueux. Les pièces et matériels ainsi remis en état ou remplacés seront acheminés aux frais de l'entrepreneur sur le site, puis remis au stock.

Le rapport précisera si la garantie est applicable ; dans le cas contraire, une facturation sera établie. L'entrepreneur assurera, pour les nouvelles pièces du stock, une garantie de douze mois à compter de leur mise en œuvre. En cas de dépannage ou de réparation, le titulaire garantira également les pièces pendant douze mois.

Les matériels non prévus dans le stock seront réparés ou remplacés suivant leur état et facturés en sus, après commande de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

## **ARTICLE 10. - MODIFICATION DES INSTALLATIONS**

### **10.1 Modification des installations**

Dans le cadre de sa politique de rénovation ou de travaux neufs, le Sénat se réserve le droit de faire exécuter des travaux et de faire modifier, par l'entreprise de son choix, les installations et équipements faisant l'objet du présent marché.

CCAP

Le Sénat avertira le titulaire des modifications qui seront apportées, au plus tard 15 jours calendaires avant le début des travaux. En cas de travaux donnant lieu à une procédure de marché, un exemplaire du dossier de consultation des entreprises sera remis pour information au titulaire du présent marché qui sera représenté, au titre du présent marché, lors des opérations de réception.

À l'issue des travaux, un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera transmis au titulaire. Celui-ci en donnera *quitus* dans un délai qui ne pourra excéder 30 jours suivant la transmission de chaque DOE. Les adjonctions et/ou modifications seront alors considérées comme partie intégrée à l'existant, et donneront lieu à l'établissement d'un avenant au présent marché, conformément aux stipulations du présent CCAP.

L'entrepreneur ne pourra effectuer aucun travail ou modification de son fait sans l'accord écrit de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

## **10.2 Clause de réexamen**

À la demande de l'une des parties, et conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la modification de la consistance du parc des matériels ou des équipements à maintenir (notamment par adjonction de nouveaux locaux ou par abandon de locaux existants) pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant au présent marché. Le montant de la redevance forfaitaire due au titre de la maintenance sera alors revu pour tenir compte de l'acquisition ou de l'abandon d'un équipement.

Le coût de l'ajout ou du retrait d'un équipement sera proratisé sur l'année en fonction de sa date de mise en ou hors service.

## **ARTICLE 11. - SOUS-TRAITANCE**

### **11.1 Généralités**

En application de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Les fonctions d'encadrement (chargé d'affaires et chef de chantier) ne peuvent être sous traitées, non plus que les interventions d'astreinte, sauf lorsqu'il doit être fait appel à un constructeur.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4 , dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

## CCAP

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références au moins équivalentes à celles nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous-traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

### **11.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché**

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses [marches-apj@senat.fr](mailto:marches-apj@senat.fr) et [compta-apj@senat.fr](mailto:compta-apj@senat.fr), au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

### **11.3 Modalités de paiement direct**

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

## **ARTICLE 12. - ASSURANCE ET SINISTRES**

### **12.1 Assurance**

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol. Il devra justifier de cette souscription, au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché et en tout état de cause avant le début d'exécution des prestations, puis à la demande du Sénat.

En cas de dommages causés aux biens du Sénat, le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins décide si cette responsabilité s'exprime par réparation matérielle ou par dédommagement financier.

### **12.2 Sinistres**

Le prestataire se doit d'informer la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins de tout sinistre qui concerne les équipements techniques faisant l'objet du présent marché. Cette information se fera par la transmission d'un rapport de sinistre détaillé (date et heure du sinistre, descriptif du sinistre, causes supposées, mesures conservatoires proposées ou mises en œuvre, proposition de solution de remise en état).

## **ARTICLE 13. - PÉNALITÉS**

Les stipulations suivantes dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

### **13.1 Stipulations générales relatives aux pénalités**

Les pénalités et provisions pour pénalités sont dues dès le premier euro. Elles ne sont pas plafonnées.

Les pénalités et provisions pour pénalités sont encourues du simple fait de leur constatation par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou son représentant, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

En aucun cas le titulaire ne pourra, pour justifier ses retards ou ses manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instructions, l'obligation de les provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

À l'issue de l'exécution des prestations, le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins peut décider de la remise totale ou partielle des provisions pour pénalités.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

## 13.2 Provisions pour pénalités et pénalités pour retard

### 13.2.1 Provisions pour pénalités pour retard dans le planning de maintenance

En cas de retard dans la mise en œuvre du planning annuel de maintenance, sans accord de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, une pénalité ou une provision pour pénalité de 100 € par jour calendaire sera appliquée. Elle peut être levée en partie ou en totalité si le retard est, en partie ou en totalité, rattrapé. Le bilan en est établi de la vérification de chacun des projets d'acompte mensuel.

### 13.2.2 Provisions pour pénalités pour retard dans le délai de dépannage susceptible d'entraîner l'indisponibilité des équipements

En cas de retard dans les délais de dépannage susceptible d'entraîner l'indisponibilité des équipements au-delà des délais mentionnés au CCTP, une pénalité ou une provision pour pénalité de 500 € par heure supplémentaire d'indisponibilité des équipements sera appliquée.

Les provisions pour pénalités de retard pour non-respect des délais de dépannage susceptible d'entraîner l'indisponibilité des équipements au-delà des délais mentionnés au CCTP peuvent être levées en partie ou en totalité, à l'appréciation de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, selon la complexité de la panne.

### 13.2.3 Provisions pour pénalités de retard dans la réalisation des menus travaux

En cas de retard dans la réalisation de menus travaux, sans accord de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, une pénalité ou une provision pour pénalité de 100 € par jour calendaire sera appliquée. Elle peut être levée en partie ou en totalité si le retard est, en partie ou en totalité, rattrapé. Le bilan en est établi de la vérification de chacun des projets d'acompte mensuel.

## 13.3 Pénalités particulières

Sans préjudice des pénalités pour retard prévues ci-dessus, les pénalités particulières suivantes (montants maximum, par jour calendaire et/ou par infraction sauf indication contraire) sont applicables, dans le cas où les prescriptions du présent marché ne seraient pas observées :

INFRACTIONS	PENALITE (montant en €)
Prestations réalisées par un sous-traitant non déclaré	1 500 €
Défaut de permis de feu et/ou de moyen de lutte contre l'incendie	1 500 €
Manquements aux autres règles relatives à la sécurité des personnes et des biens (y compris tous manquements aux règles relatives aux droits d'accès au site)	1 500 €
Manquement aux obligations relatives à la sécurité des travailleurs (non port d'équipements de protection, etc.)	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €

CCAP

INFRACTIONS	PENALITE (montant en €)
Manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5 du CCAG-FCS	1 000 €
Absence non autorisée du (des) technicien(s) détaché(s) sur le site	300 € <b>par heure</b>
Absence de port de la tenue obligatoire par un technicien, manquement à l'obligation de porter son titre d'accès de manière apparente et permanente	100 €
Non-respect de l'interdiction d'effectuer de la maintenance préventive dans les zones sensibles pendant les jours de séance publique, sans accord exprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins	500 €
Retard dans la remise d'un rapport de maintenance ou d'un DOE, d'un devis ou de tout autre document demandé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins	150 €
Présentation de personnel qui ne respecte pas les conditions de qualification et/ou de compétence mentionnées dans le CCTP	150 €
Non-respect des engagements du titulaire au regard de la qualification et/ou de la compétence des intervenants	500 €
Non-respect par le titulaire de ses engagements au regard des effectifs présents sur site, par jour calendaire	200 €
Non-maintien des performances ou qualités d'origine des équipements selon les prescriptions du marché	100 €
Défaillance d'un équipement ayant fait l'objet d'une maintenance moins de 15 jours auparavant, lorsque cette défaillance est imputable au titulaire du marché	500 €
Défaut de nettoyage, par infraction	50 €
Refus d'obtempérer à une injonction de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins	100 €
Non-respect de la charte graphique du Sénat, par infraction	50 €
Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire	300 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

## ARTICLE 14. - RÉSILIATION

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Il pourra également résilier le marché dans le cas où le titulaire ne présenterait plus les capacités requises.

En cas de résiliation du marché du fait du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le prestataire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

## ARTICLE 15. - CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicataire et l'entrepreneur conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

## ARTICLE 16. - CONTENTIEUX

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

En cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## ARTICLE 17. - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent cahier des clauses administratives particulières désignés ci-après sont apportées aux articles suivants du CCAG-FCS :

Article du CCAP portant stipulations dérogatoires	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé
1.4 (durée du marché)	3.1.2 (forme des notifications et informations)
2.1 (pièces constitutives du marché – ordre de priorité)	4.1. (ordre de priorité)
2.2 (pièces à remettre au titulaire)	4.2 (pièces à remettre au titulaire)
6.4 (obligation de confidentialité et de discrétion professionnelles)	5.1 (obligation de confidentialité)
7.4 (maintenance corrective)	3.1 et 3.2 (forme des notifications et computation des délais d'exécution)
8.8 (accès au site)	5.3 (mesures de sécurité)



CCAP

Article du CCAP portant stipulations dérogatoires	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé
13 (pénalités)	14 (pénalités)
14 (résiliation)	38 (deuxième alinéa) et 42 (premier alinéa) (résiliation pour motif d'intérêt général)

## **ARTICLE 18. - ANNEXE**

### ***ANNEXE 1 – NOMENCLATURE ET CLASSIFICATION DES BÂTIMENTS DU SENAT***